

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 5 juillet 2021

Nombre de Conseillers en exercice : 33

Extrait de la délibération affiché le **7 juillet 2021**.

L'an deux mille vingt et un, **le cinq juillet à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 29 juin 2021, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Étaient présents : 29

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN** (présente à partir de la communication n° 4), Nicolas **SAJOUS**, Agnès **SIBILLE**, Damien **GUILLARD**, Pascale **GALAIS**, Yannick **LE COQ**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la délibération n° 95), Sylvain **CORNETTE**, Véronique **BLONDEL**, Gilles **BELLIERE**, Patrick **DENISE**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, Isabelle **CREVEL**, Thierry **GOUMENT**, Jean-Luc **HEBERT**, Jean-Pierre **LAURENT**, Aurélien **LECACHEUR**, Aline **MARECHAL**, Catherine **OMONT**, Aliké **PERENDOUKOU**, Virginie **VANDAELE**, Corinne **CHOUQUET**, Laurent **GILLE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Agnès **MONTRICHARD** (présente à partir de la délibération n° 93).

Excusés ayant donné pouvoir : 4

Isabelle **NOTHEAUX** donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS**
Éric **LE FEVRE** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**
Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Catherine **OMONT**
Arnaud **LECLERRE** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**

Retardés ayant donné pouvoir : 3

Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**
Christel **BOUBERT** donne pouvoir à Agnès **SIBILLE**
Agnès **MONTRICHARD** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 5 juillet 2021

2021.07/96/INFO7

INFORMATION AUX CONSEILLERS MUNICIPAUX SUR L'UTILISATION PAR M. LE MAIRE DE LA DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES DE DROIT ET CELLE ACCORDÉE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES – COMMUNICATION

M. Jérôme DUBOST, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe les domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU les Articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'Article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDÉRANT

- Que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISIONS DU MAIRE

N° Décision	TITRE
DE2105I_2CSJM	Renouvellement convention de partenariat MONTIV'AMAP - Centre Social Jean Moulin
DE2105I_3CSJM	Renouvellement convention de partenariat LES CHEVALIERS DU LITTORAL - Centre Social Jean Moulin
DE2105I_5CSJM	Renouvellement convention de partenariat AMICALE DES DONNEURS DE SANG - Centre Social Jean Moulin
DE2105I_6CSJM	Renouvellement convention de partenariat CLUB FOOTBALL DE TABLE - Centre Social Jean Moulin
DE2107I_1M	Marchés publics – Travaux de rénovation du parquet et de l'éclairage de la salle de basket Sibran - Marchés
DE2107I_2M	Marchés publics – Travaux de réfection des toitures terrasses des écoles - Marchés
DE2107I_3M	Marchés publics – Maintenance des systèmes incendie et alarmes anti-intrusion – Modification des prestations – Avenant n°2
DE2107I_4M	Marchés publics – Contrôle de sécurité dans les ERP, contrôle des matériels, équipements et engins de travail – Modification des prestations – Avenant n°3
DE2107I_5M	Marchés publics – Maintenance et entretien des portes automatiques et sectionnelles - Marchés
DE2107I_6M	Marchés publics – Réfection des sanitaires des écoles Jules Ferry et Victor Hugo - Marchés
DE2107I_7M	Marchés publics – Rénovation de la salle de basket Sibran - lot n°1 : parquet sportif – Modification des prestations – Avenant n°1

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

N° Décision	TITRE
DE2107I_8M	Modification de la régie de recettes spectacles et animations. Encaissement des recettes liées au vide-grenier
DE2103I_2PCT	Service Patrimoine Culturel et Tourisme – Restauration de tableaux – Autorisation sollicitation aides financières DRAC et Département
DE2103I_3PCT	Service Patrimoine Culturel et Tourisme – Réhabilitation de l’aile sud de l’Abbaye – Autorisation de travaux – Autorisation sollicitation aides financières DRAC, Région, Département
DE2103I_1A	Pôle Attractivité et grands projets – LES HALLETTES, Village d’artisans d’art - Convention d’occupation temporaire à titre gracieux
DE2104I_2A	Pôle Attractivité et grands projets – LES HALLETTES, Village d’artisans d’art - Convention d’occupation temporaire à titre gracieux
DE2106I_3A	Pôle Attractivité et grands projets – LES HALLETTES, Village d’artisans d’art - Convention d’occupation temporaire à titre gracieux
DE2105I_3F	Pôle Attractivité et Grands Projets – Occupation temporaire dans le cadre des travaux d’HURBAN sur la piste aux étoiles
N° Arrêté	TITRE
ARRETE N°2021-328	Finances – Arrêté de virement de crédits utilisation des dépenses imprévues du Budget Principal – Suite incendie maison « TERNON »

République Française



Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 03/06/2021

Reçu en préfecture le 03/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210603-DE2105I_2CSJM-AR

DÉCISION N° DE2105I_2CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriétés des Personnes Publiques ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'association « MONTIV'AMAP », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 déclarée à la Sous-Préfecture de Le Havre (Seine-Maritime), ayant son siège social à Montivilliers (Seine-Maritime), 80 rue Guillaume Apollinaire, représentée par son Président en exercice, Jacques barbarin.
- La nécessité de l'association « MONTIV'AMAP » d'utiliser à titre gracieux pour son fonctionnement une salle du Centre Social Jean Moulin ;

DÉCIDE :

- De soutenir l'association « MONTIV'AMAP » dans la poursuite de ses objectifs, en mettant gratuitement à sa disposition une salle de 300 m2 du centre social Jean moulin, 7 bis rue Pablo Picasso, à Montivilliers dont la Ville est propriétaire.
- De consentir à cet accord de mise à disposition d'une salle avec une adhésion de 16,23€ au Centre Social. Il prend effet à compter du 1^{er} juin 2021 pour se terminer le 31 mai 2022. L'accord sera renouvelable, pour cela, chaque année il sera demandé à l'association de refaire une demande auprès du Centre Social pour le renouvellement de ce présent accord.
- De préciser à l'association « MONTIV'AMAP » que la Ville reste propriétaire et que s'il y avait un besoin d'utiliser les locaux par priorité des actions du centre social, le présent accord de mise à disposition ne sera plus valable.
- De noter que le centre social se réserve également le droit d'occuper ses locaux pour des événements liés à son projet ou des manifestations communales et que l'association « MONTIV'AMAP » sera informée en amont.

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 11/06/2021
Qualité : Maire

République Française



Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 03/06/2021

Reçu en préfecture le 03/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210603-DE2105I_3CSJM-AR

DÉCISION N° DE2105I_3CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriétés des Personnes Publiques ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'association « Les Chevaliers du Littoral », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 déclarée à la Sous-Préfecture de Le Havre (Seine-Maritime), ayant son siège social à Criquetot L'Esneval (Seine-Maritime), 18 le Pré de la Forge, représentée par son Président en exercice, Thomas Tétard ;
- La nécessité de l'association « Les Chevaliers du Littoral » d'utiliser à titre gracieux pour son fonctionnement une salle du Centre Social Jean Moulin ;

DÉCIDE :

- De soutenir l'association « Les Chevaliers du Littoral » dans la poursuite de ses objectifs, en mettant gratuitement à sa disposition une salle de 40 m2 du centre social Jean moulin, 7 bis rue Pablo Picasso, à Montivilliers dont la Ville est propriétaire.
- De consentir à cet accord de mise à disposition d'une salle avec une adhésion de 16,23€ au Centre Social. Il prend effet à compter du 1^{er} juin 2021 pour se terminer le 31 mai 2022. L'accord sera renouvelable, pour cela, chaque année il sera demandé à l'association de refaire une demande auprès du Centre Social pour le renouvellement de ce présent accord.
- De préciser à l'association « Les Chevaliers du Littoral » que la Ville reste propriétaire et que s'il y avait un besoin d'utiliser les locaux par priorité des actions du centre social, le présent accord de mise à disposition ne sera plus valable.
- De noter que le centre social se réserve également le droit d'occuper ses locaux pour des événements liés à son projet ou des manifestations communales et que l'association « Les Chevaliers du Littoral » sera informée en amont.

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

gné par : Jérôme Dubost
le : 11/06/2021
qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 14/06/2021

Reçu en préfecture le 14/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210603-DE2105I_5CSJM-AR

République Française



DÉCISION N° DE2105I_5CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriétés des Personnes Publiques ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'association « Amicale des Donneurs de Sang », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 déclarée à la Sous-Préfecture de Le Havre (Seine-Maritime), ayant son siège social à Montivilliers (Seine-Maritime), 7 bis rue Pablo Picasso, représentée par son Président en exercice,
- La nécessité de l'association « Amicale des Donneurs de Sang » d'utiliser à titre gracieux pour son fonctionnement une salle du Centre Social Jean Moulin ;

DÉCIDE :

- De soutenir l'association « Amicale des Donneurs de Sang » dans la poursuite de ses objectifs, en mettant gratuitement à sa disposition une salle de 40 m2 du Centre Social Jean Moulin, 7 bis rue Pablo Picasso, à Montivilliers dont la Ville est propriétaire.
- De consentir à cet accord de mise à disposition pour l'année civile 2021 d'une salle avec une adhésion de 16,23€ au Centre Social. Il prend effet à compter du 1^{er} juin 2021 pour se terminer le 31 mai 2022. L'accord sera renouvelable, pour cela, chaque année il sera demandé à l'association de refaire une demande auprès du Centre Social pour le renouvellement de ce présent accord.
- De préciser à l'association « Amicale des Donneurs de Sang » que la Ville reste propriétaire et que s'il y avait un besoin d'utiliser les locaux par priorité des actions du Centre Social, le présent accord de mise à disposition ne sera plus valable.
- De noter que le centre social se réserve également le droit d'occuper ses locaux pour des événements liés à son projet ou des manifestations communales et que l'association « Amicale des Donneurs de Sang » sera informée en amont.

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

gné par : Jérôme Dubost
te : 09/08/2021
Jérôme Dubost
Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 14/06/2021

Reçu en préfecture le 14/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210603-DE2105I_6CSJM-AR

République Française



DÉCISION N° DE2105I_6CSJM

Nous, Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- l'article L.2144-3 du Code Général des Collectivités territoriales ;
- l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriétés des Personnes Publiques ;
- la délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- L'association « Club Football de Table », association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 déclarée à la Sous-Préfecture de Le Havre (Seine-Maritime), ayant son siège social à Montivilliers (Seine-Maritime), 40 rue Albert Lebourg, représentée par son Président en exercice,
- la nécessité de l'association « Club Football de Table » d'utiliser à titre gracieux pour son fonctionnement une salle du Centre Social Jean Moulin ;

DÉCIDE :

- De soutenir l'association « Club Football de Table » dans la poursuite de ses objectifs, en mettant gratuitement à sa disposition une salle de 40 m2 du Centre Social Jean Moulin, 7 bis rue Pablo Picasso, à Montivilliers dont la Ville est propriétaire.
- De consentir à cet accord de mise à disposition pour l'année civile 2021 d'une salle avec une adhésion de 16,23€ au Centre Social. Il prend effet à compter du 1^{er} juin 2021 pour se terminer le 31 mai 2022. L'accord sera renouvelable, pour cela, chaque année il sera demandé à l'association de refaire une demande auprès du Centre Social pour le renouvellement de ce présent accord.
- De préciser à l'association « Club Football de Table » que la Ville reste propriétaire et que s'il y avait un besoin d'utiliser les locaux par priorité des actions du Centre Social, le présent accord de mise à disposition ne sera plus valable.
- De noter que le centre social se réserve également le droit d'occuper ses locaux pour des événements liés à son projet ou des manifestations communales et que l'association « Club Football de Table » sera informée en amont.

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 14/06/2021
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2107I_1M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le procès-verbal de la commission marché du 19 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de rénover le parquet et l'éclairage de la salle de basket Sibran à Montivilliers,
- La consultation publique organisée le 1^{er} avril 2021 ;

DECIDE :

De signer un marché à procédure adaptée avec les sociétés suivantes :

- Lot n°1 - parquet sportif : SARL JMS (7 rue des frères NOGER – 93160 NOISY LE GRAND) pour un montant de 55 840,50 € HT soit 67 008,60 € TTC,
- Lot n°2 : éclairage : ELECTRIC77 (49 avenue du Château Thierry – 77260 LA FERTE SOUS JOUARRE) pour un montant de 8 560 € HT soit 10 272 € TTC.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire
Exercice 2021 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 411
Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 08/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 08/06/2021

Reçu en préfecture le 08/06/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210607-DE2107_2M-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2107I_2M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le procès-verbal de la commission marché du 19 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de procéder à la réfection des toitures terrasses des écoles à Montivilliers,
- La consultation publique organisée le 30 mars 2021 ;

DECIDE :

De signer un marché à procédure adaptée avec les sociétés suivantes :

- lot n°1 – école Jules Collet : SAS ASTEN (RD982 – 76430 OUDALLE) pour un montant de 69 869.00 € HT soit 83 842.80 € TTC,
- Lot n°2 : école Pont Callouard : SEINETANCH (18, route de Fourme têt – 27500 MANNEVILLE SUR RISLE) pour un montant de 19 990.00 € HT soit 23 988.00 € TTC,
- Lot n°3 : écoles Louise Michel et Marius Grout : SEINETANCH (18, route de Fourme têt – 27500 MANNEVILLE SUR RISLE) pour un montant de 11 792.00 € HT soit 14 150.40 € TTC.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire

Exercice 2021 - Budget Principal

Sous-fonction et rubriques : 211 (école maternelles) et 212 (écoles primaires)

Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 08/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

Envoyé en préfecture le 07/06/2021

Reçu en préfecture le 07/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210601-DE2107I_3M-AR

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2107I_3M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article 140 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur relative à la maintenance des alarmes anti-intrusion des bâtiments ;
- Le marché de maintenance des systèmes incendie (lot 1) et alarmes anti-intrusion (lot 2) des bâtiments de la Ville, signé avec la société IMS SECURITE.COM – ZA Le Mesnil – 375 rue de Freyssinet – 76290 Saint Martin du Manoir, notifié le 24 décembre 2018 ;
- La nécessité d'intégrer un nouveau bâtiment au lot n°2 : alarmes anti-intrusion.

DECIDE :

De signer une modification n°1 avec la société IMS pour la maintenance du bâtiment suivant :

- Ancien office notarial de l'Estuaire – rue Henry Lemonnier, pour un montant annuel HT de 151,00 euros, soit 180 euros TTC/an.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire
Exercice 2021 et suivant
Sous-fonction et rubriques : 01
Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 07/06/2021
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2107I_4M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

CONSIDÉRANT :

- La réglementation en vigueur pour le contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public ;
- Le marché de contrôle de sécurité dans les établissements recevant du public, contrôle des matériels, équipements et engins de travail, signé avec la société DEKRA Industrial SAS (Agence du Havre – 300 Boulevard Jules Durand – 76600 LE HAVRE), et notifié le 06 mars 2020 ;
- La nécessité d'effectuer des modifications au marché de contrôle de sécurité actuel ;

DÉCIDE :

De signer une modification n° 3 avec la société DEKRA Industrial SAS pour les prestations suivantes :

- Vérification périodique des installations électriques : **local associatif (RDC) – 17 rue Vattelière**, pour un montant de 53 euros HT/an, soit **63,60 euros TTC/an**.
- Suppression du contrôle de la chaudière de l'école Louise Michel relatif à la réglementation ICPE (Installation classée Protection de l'Environnement) pour un montant de 12 euros HT/an, soit **14,40 euros TTC/an**.

Imputation budgétaire

Exercice 2021 et suivant

Sous-fonction et rubriques : 01 (local associatif) et 212 (école primaire)

Nature et intitulé : 6156 : maintenance

Fait à Montivilliers,

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 07/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

Envoyé en préfecture le 07/06/2021

Reçu en préfecture le 07/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210601-DE2107I_4M-AR

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE21071_5M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le procès-verbal de la commission marché du 28 mai 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité d'effectuer la maintenance et l'entretien des portes automatiques et sectionnelles des bâtiments municipaux,
- La consultation publique organisée le 6 avril 2021 ;

DECIDE :

De signer un marché relatif à la maintenance et à l'entretien des portes automatiques et sectionnelles avec la société KONE – ZAC de l'Arenas – Bât Aéroport – 455 Promenade des Anglais – BP 3316 – 06206 NICE CEDEX, pour un montant se décomposant de la façon suivante :

Les prestations de maintenance des matériels seront traitées annuellement sur prix forfaitaires pour un montant de 3.533,10 euros HT, soit 4.239,72 euros TTC

Les prestations relatives à l'entretien et aux réparations seront traitées à prix unitaires selon le bordereau des prix du marché. Le montant maximum annuel de commandes est fixé à 25.000 euros HT.

Le marché prendra effet à partir de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2021 pour la première année, puis reconductible tacitement à compter du 1^{er} janvier de chaque année. Sa durée totale ne pourra excéder 4 années.

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Imputation budgétaire

Exercice 2021 et suivants - Budget Principal

Sous-fonction et rubriques : toutes fonctions selon les besoins

Nature et intitulé : 6156

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost

Date : 14/06/2021

Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210621-DE21071_6M-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N°DE21071_6M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le procès-verbal de la commission marché du 03 juin 2021 ;

CONSIDÉRANT :

- La nécessité de procéder à la réfection des sanitaires des écoles Jules Ferry et Victor Hugo à MONTIVILLIERS ;
- La consultation publique organisée le 16 avril 2021 ;

DÉCIDE :

De signer un marché à procédure adaptée avec les sociétés suivantes :

- Lot n°1 : Gros œuvre, carrelage et faïence : PH SERVICES (20-22, rue Raoul Dufy – 76290 MONTIVILLIERS) pour un montant de 55 625 € HT soit 66 750 € TTC,
- Lot n°2 : Plomberie : SARL RIMBERT (45, boulevard de Graville – 76600 LE HAVRE) pour un montant de 86 608.00 € HT soit 103 929.60 € TTC,
- Lot n°3 : Électricité : DOMUS (Parc de l'Estuaire – 8 rue de la Plaine – 76700 GONFREVILLE L'ORCHER) pour un montant de 8 800 € HT soit 10 560 € TTC,
- Lot n°4 : Menuiserie intérieure : AMBP (11, Espace Activa – 373 rue Eugène Freyssinet – 76290 SAINT MARTIN DU MANOIR) pour un montant de 24 754.50 € HT soit 29 705.40 € TTC,
- Lot n°5 : Peinture : A. MAAD PEINTURE (8, rue Gustave Serrurier – 76620 LE HAVRE) pour un montant de 6 403.50 € HT soit 7 684.20 € TTC.

Ce qui représente un montant total de 182 191 € HT soit 218 629.20 € TTC.

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

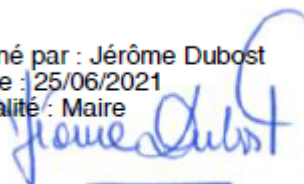
ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

D'autoriser le paiement des frais afférents à cette prestation.

Imputation budgétaire Exercice 2021 - Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 212 (écoles primaires)
Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 25/06/2021
Qualité : Maire



République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N°DE2107I_7M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- L'article R.2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique ;
- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;

- CONSIDÉRANT :

Le marché de travaux de rénovation de la salle de basket Sibran à Montivilliers, lot n° 1 « parquet sportif », signé avec l'entreprise JMS (7 rue des Frères NOGER - 93160 NOISY LE GRAND) ;

- La nécessité de modifier les travaux prévus au marché.

- DÉCIDE :

- De signer une modification n° 1 avec l'entreprise JMS concernant la prestation suivante :
 - Modification du tracé de peinture sur l'entourage du terrain de basket de la salle Sibran.

Cette modification représente une plus-value de 2.610,00 € soit 3.132.00 € TTC.

De ce fait, le montant du marché qui était initialement de 55 840,50 € HT passe à 58 450,50 € HT soit 70 140,60 € TTC.

Imputation budgétaire Exercice 2021 – Budget Principal
Sous-fonction et rubriques : 411
Nature et intitulé : 2135 (aménagement des constructions)

Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 21/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLOW

Env ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Reçu en préfecture le 21/06/2021

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20210616-DE2107_7M-AR



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2107I_8M

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de Montivilliers**,

VU,

- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1611-6, R.1611-2 à R.1611-5, R.1617-1 à R.1617-18, relatif à la création de régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;
- L'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- La délibération du 26 mai 2020 portant sur la délégation du Conseil Municipal au Maire pour la création et modification de régies de recettes et d'avances ;
- La délibération du 23 février 1995 portant création de la régie de recettes pour l'encaissement des droits d'entrée aux spectacles et animations organisés par le service Culturel ;
- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du 21/06/2021 ;

CONSIDÉRANT :


- Que les encaissements du vide-grenier doivent être pris en charge dans la régie de recettes spectacles et animations


DÉCIDE :

- De modifier l'article 1^{er} ainsi :

Article 1^{er} : Il est institué une régie de recettes à la Ville de Montivilliers pour l'encaissement des produits suivants :

- Droits d'entrée aux spectacles et animations organisés par le service Manifestations publiques,
- Vente de pots de miel issus des ruches gérées par le service Espaces verts de la Ville,
- Consigne de gourdes pour les artistes et techniciens. Un encaissement sera effectué en cas de non restitution de la gourde. Un état des stocks des gourdes sera tenu.
- **Droits de place pour le vide-grenier**

Envoyé en préfecture le 09/07/2021
Reçu en préfecture le 09/07/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 25/06/2021
Reçu en préfecture le 25/06/2021
Affiché le 
ID : 076-217604479-20210621-DE21071_8M-AI

Pour information, l'ensemble des articles de la régie est repris en annexe

Imputation budgétaire

Budget annexe activités assujetties à la TVA

Exercice 2021

Sous-fonction et rubriques : 33

Nature et intitulé : 7336 - Droits de place

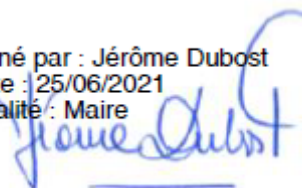
Fait à Montivilliers, le 21/06/2021

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 25/06/2021
Qualité : Maire



Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Envoyé en préfecture le 25/06/2021

Reçu en préfecture le 25/06/2021
ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Affiché le

ID : 076-217604479-20210621-DE21071_8M-AI

ANNEXE

Article 2 : Les recettes désignées à l'article 1 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire
- Chèques bancaires
- Carte bancaire
- Chèques réduction du département
- Chèques culture de la Région
- Paiement en ligne (internet)
- Prélèvement automatique
- Virement

Un compte de dépôt de fonds au Trésor Public sera ouvert au nom de la régie.

Article 3 : Cette régie est installée à la Salle Michel Vallery, 1 rue Oscar Commettant, 76290 Montivilliers.

Article 3 bis : Un fonds de caisse d'un montant de 210 € est mis à disposition du régisseur.

Article 4 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à : 20 000 €.

Le montant de l'encaisse maximum en numéraire est fixé à : 2 000 €.

Article 5 : Le régisseur doit verser la totalité des recettes encaissées au moins une fois par mois.

Article 6 : Le régisseur et les mandataires suppléants seront désignés par le Maire sur avis conforme du comptable public assignataire.

Article 7 : Le régisseur est astreint au cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur. Il demandera son affiliation à l'Association de Cautionnement Mutuel. Il percevra une indemnité de responsabilité dont le montant est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 8 : Les mandataires suppléants, étant donné la courte durée de leurs fonctions, ne sont pas astreints à un cautionnement. Ils ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

Article 9 : Les recouvrements des produits seront effectués contre délivrance de tickets.

Article 10 : Le régisseur doit produire au Maire les pièces justificatives de recettes au moins une fois par mois.

Article 11 : Le Maire et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_2PCT

Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le budget primitif de l'exercice 2021
- La nature de l'opération : restauration de mobiliers classés (tableaux)
- La nomenclature de demande de subvention du Département (Direction de la Culture et du Patrimoine) indiquant la nécessité de fournir les éléments de la décision du maître d'ouvrage approuvant la dépense et sollicitant la subvention

CONSIDÉRANT :

- Que la Ville souhaite engager une campagne de restauration des tableaux de l'église suivants : *Fuite en Egypte* et *Pieta*.
- Que ladite campagne de restauration contribue à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine de la Ville
- Que l'activité culturelle et touristique justifie la protection des œuvres

DÉCIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'aide financière du Ministère de la Culture – Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie et du Département de Seine-Maritime pour réaliser la restauration des objets mobiliers de l'église abbatiale

Recettes

Exercice 2021 - Budget Principal

Sous-fonction et rubriques : 322

Nature et intitulé : 1321 Subvention d'investissement Etat

Nature et intitulé : 1321 Subvention d'investissement Département

Fait à Montivilliers, le

Par délégation du Conseil Municipal,

Le Maire,

Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date 11/06/2021
Qualité : Maire

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2103I_3PCT

Jérôme DUBOST, Maire de la Ville de Montivilliers,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du Conseil Municipal du 26 mai 2020 relative aux délégations de compétences accordées à Monsieur le Maire ;
- Le budget primitif de l'exercice 2021
- Le courrier de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie du 30 janvier 2018, article IV-2 Travaux de Sauvegarde
- La nature de l'opération : réhabilitation de l'aile sud de l'Abbaye
- La nomenclature de demande de subvention du Département (Direction de la Culture et du Patrimoine) indiquant la nécessité de fournir les éléments de la décision du maître d'ouvrage approuvant la dépense et sollicitant la subvention

CONSIDÉRANT :

- Que le sinistre survenu le 22 janvier 2018 a conduit à la fermeture de l'aile sud du monument au public
- Que l'Abbaye de Montivilliers est un site inscrit et classé au titre des Monuments Historiques
- Que l'Abbaye de Montivilliers est un site de référence dans le paysage de Pays d'Art et d'Histoire
- Que la Ville souhaite procéder à la réhabilitation de l'aile sud de l'Abbaye en collaboration avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie

DÉCIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire à faire une demande d'autorisation de travaux auprès de l'Union Départementale de l'Architecture et du Patrimoine
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter l'aide financière du Ministère de la Culture – Direction Régionale des Affaires Culturelles de Normandie, de la Région Normandie et du Département de Seine-Maritime pour réaliser la réhabilitation de l'aile sud de l'Abbaye

Recettes

Exercice 2021 - Budget Principal

Sous-fonction et rubriques : 322

Nature et intitulé : 1321 Etat et établissements nationaux

Nature et intitulé : 1322 Régions

Nature et intitulé : 1323 Départements

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 11/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 11/06/2021

Reçu en préfecture le 11/06/2021

Affiché le

ID : 076-217604479-20210610-DE2103I_3PCT-AU

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

Envoyé en préfecture le 16/03/2021
ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Affiché le

ID : 076-217604479-20210315-DE21031_1A-AU

**De signer une convention temporaire d'occupation du domaine privé à titre
gracieux des HALLETES pour une durée 1 mois, du 16 mars 2021 au 15 avril 2021**

Imputation budgétaire
Sans incidence budgétaire

Fait à Montivilliers,

*Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,*

Jérôme DUBOST

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

**DÉCISION N° DE2104I_2A
AVENANT CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A TITRE GRACIEUX**

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La délibération du 26 mai 2020 donnant délégation du conseil municipal au maire et son article 4 lui permettant de « *décider de la conclusion et la révision, y compris de la résiliation, du louage de choses n'excédant pas douze ans.* »

CONSIDÉRANT :

- Que le projet des Hallettes, Village d'artisans d'art s'inscrit dans une volonté de redynamisation et de valorisation des métiers de l'artisanat ;
- Que les artisans participeront à la dynamique touristique et aux animations organisées par la ville de Montivilliers en lien avec l'attractivité ;
- Que ces locaux, lesquels appartiennent au domaine privé de la commune, sont pensés dans un esprit « pépinière » afin que les artisans puissent tester leur activité ;
- Que durant la période du 15 avril au 18 mai 2021 inclus les artisans ont interdiction d'ouvrir en vertu du décret n° 2021-296 du 19 mars 2021 ;
- Que à l'issue de cette période d'installation il sera conclu avec chacun un bail dérogatoire pour une durée de 24 mois renouvelable 1 fois 12 mois ;

Décide,

De signer un avenant à la convention temporaire d'occupation du domaine privé à titre gracieux des HALLETES pour une durée du 15 avril 2021 au 18 mai 2021 inclus

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 11/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Reçu en préfecture le 11/08/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210609-DE2104_L2A-AR

Imputation budgétaire
Sans incidence budgétaire

Fait à Montivilliers,

*Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,*

Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 11/06/2021

Reçu en préfecture le 11/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210609-DE2106L_3A-AR

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2106L_3A AVENANT CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE A TITRE GRACIEUX

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La délibération du 26 mai 2020 donnant délégation du conseil municipal au maire et son article 4 lui permettant de « *décider de la conclusion et la révision, y compris de la résiliation, du louage de choses n'excédant pas douze ans.* »

CONSIDÉRANT :

- Que le projet des Hallettes, Village d'artisans d'art s'inscrit dans une volonté de redynamisation et de valorisation des métiers de l'artisanat ;
- Que les artisans participeront à la dynamique touristique et aux animations organisées par la ville de Montivilliers en lien avec l'attractivité ;
- Que ces locaux, lesquels appartiennent au domaine privé de la commune, sont pensés dans un esprit « pépinière » afin que les artisans puissent tester leur activité ;
- Que durant la période du 10 mai au 13 juin 2021 est uniquement consacrée à l'installation de la 2^{ème} promotion des artisans créateurs avec interdiction d'exercer d'une activité commerciale ;
- Que à l'issue de cette période d'installation il sera conclu avec chacun un bail dérogatoire pour une durée de 24 mois renouvelable 1 fois 12 mois ;

Décide,

De signer un avenant à la convention temporaire d'occupation du domaine privé à titre gracieux des HALLETTES pour une durée du 10 mai 2021 au 13 juin 2021 inclus.

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 11/06/2021
Qualité : Maire

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 11/06/2021

Reçu en préfecture le 11/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210609-DE2106L_3A-AR

Imputation budgétaire
Sans incidence budgétaire

Fait à Montivilliers,

*Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,*

Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Envoyé en préfecture le 14/06/2021

Reçu en préfecture le 14/06/2021

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20210614-2021_328-AJ



ARRETE N° 2021-328

FINANCES

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire de la Commune de Montivilliers,

VU le budget primitif du budget principal 2021 ;

VU les dispositions des articles L.2322-1 et L.2322-2 du code général des collectivités territoriales concernant la procédure des dépenses imprévues ;

ARRETE

Article 1 : Suite à l'incendie qui a endommagé la maison « Ternon » située sente des rivières en date du 10 mars 2021, il est nécessaire de procéder à la sécurisation du site. Après vérification des différentes contraintes urbanistiques et rencontre avec le service rivière de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et la Police de l'eau ; l'incendie ayant fortement endommagé l'habitation, il est nécessaire pour la commune de Montivilliers de procéder à la déconstruction.

Article 2 : Ce montant à payer n'a pas été prévu au budget primitif 2021, ainsi il faut utiliser la procédure des dépenses imprévues afin d'honorer cette dépense auprès de la société Asten retenue pour les travaux à hauteur de 87 640,20€.

Article 3 : Un virement de crédits a donc été fait comme suit :

022 - 01 « Dépenses imprévues » : - 87 640,20 €

678 - 01 « Autres charges exceptionnelles » : + 87 640,20 €

Article 4 : Ce virement de crédits sera porté à la connaissance du conseil municipal lors de sa prochaine séance.

Fait à Montivilliers, le 14 JUIN 2021

Jérôme DUBOST,
Maire de Montivilliers

République Française



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

DÉCISION N° DE2105I_3F

Jérôme DUBOST, Maire de la *Ville de Montivilliers*,

VU,

- l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- la délibération du 26 mai 2020 donnant délégation du conseil municipal au maire et son article 4 lui permettant de « *décider de la conclusion et de la révision, y compris de la résiliation, du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.* » ;

CONSIDÉRANT :


- **QUE** la société "ETOILES MONTI" est en charge de la construction du centre commercial sur la piste aux étoiles dans le quartier de la Belle Etoile ;
- **QUE** le chantier durera jusqu'à la livraison du centre commercial fin 2021 ;
- **QUE** ces travaux nécessitent un emplacement où stocker la terre de la parcelle en construction ;
- **QUE** la commune détient une parcelle libre pouvant répondre aux besoins de la société.

DÉCIDE :

De conclure avec la société « ETOILES MONTI », une convention d'occupation temporaire d'une parcelle communale sise 9001 route d'Octeville à MONTIVILLIERS à titre gratuit, en vue de stocker la terre dans le cadre des travaux jusqu'à la livraison du centre commercial prévu fin d'année 2021.

Aucune imputation budgétaire

Fait à Montivilliers,
Par délégation du Conseil Municipal,
Le Maire,
Jérôme DUBOST

Signé par : Jérôme Dubost
Date : 31/05/2021
Qualité : Maire


Envoyé en préfecture le 09/07/2021

Reçu en préfecture le 09/07/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210705-M_DE210705_96-AR

Reçu en préfecture le 31/05/2021

Affiché le



ID : 076-217604479-20210518-DE2105I_3F-AR